

Le *Figaro* et le gaullisme en Mai 68

Claire Blandin, université de Paris-Est

En 1968, *Le Figaro* est à la recherche d'une identité nouvelle. Son directeur depuis le milieu des années 1930, Pierre Brisson, est mort brusquement, laissant le journal orphelin. L'équipe qui l'avait entouré à la Libération, et a fait la légende du journal du Rond-Point, est vieillissante : Louis Gabriel-Robinet assure tout de même la direction de la rédaction, François Mauriac poursuit son « Bloc-notes » au *Figaro littéraire*, alors que Maurice Noël s'est retiré. Recruté par Pierre Brisson en 1947 comme éditorialiste, Raymond Aron occupe quant à lui une place de plus en plus importante au sein de la rédaction. En 1965, c'est lui qui, au moment de la mort de Brisson, a pris la tête de la fronde des journalistes pour refuser la présence effective dans la rédaction du propriétaire du titre, Jean Prouvost. La crise s'est achevée avec la création de la Société des rédacteurs du *Figaro* et la confirmation de la société fermière ; mais les tensions couvent au sein de la rédaction. Elles existent également entre la rédaction du quotidien et celle de l'hebdomadaire, alors indépendant, *Le Figaro littéraire*. Celui-ci a pris la forme d'un magazine et se pique de traiter des questions d'actualité (pour faire pièce à *L'Express*) sous la très gaulliste direction de Michel Droit. C'est donc un *Figaro* en transition qui découvre et commente les événements de Mai 68. Dans ce contexte, comment se situe le journal du Rond-Point par rapport aux étudiants ? Que pense-t-il de la gestion de la crise par le général de Gaulle ? Quels sont les journalistes qui traitent des événements et comment évolue leur position au long des semaines ?

Un « illuminé qui refuse toute nationalité »

Rédacteur en chef du quotidien, Louis Gabriel-Robinet est le plus souvent l'auteur de l'éditorial frappé du « F » orné, qui

fait autorité à la une du journal. Comme Pierre Brisson, avec qui il a fait toute sa carrière, Gabriel-Robinet n'est pas gaulliste. Ses articles témoignent le plus souvent d'une certaine méfiance envers la politique du général, sur le plan de la politique étrangère en particulier. Cette opinion est partagée par l'un des éditorialistes vedettes du journal, André François-Poncet. Raymond Aron à l'orée de l'année 1967, félicite en revanche de Gaulle pour sa politique étrangère ; il lui reproche toutefois de ne pas avoir su être un grand législateur, donnant à la France des institutions qu'il respecte lui-même. Quant au journaliste Marcel Gabilly, qui dirige la rédaction aux côtés de Gabriel-Robinet, il est le plus franc représentant d'une tendance politique qui s'affirme au sein de la rédaction : celle des soutiens à Valéry Giscard d'Estaing.

Claude Gambiez et Jean Papillon suivent pour *Le Figaro* les questions de la vie étudiante. Ils sont donc les premiers à alerter les lecteurs sur la réforme de l'université et l'agitation qu'elle provoque. En février 1968, Gambiez souligne que les parents des étudiants eux-mêmes sont favorables à un assouplissement des conditions de vie dans les résidences universitaires ; Papillon estime deux semaines plus tard que Peyrefitte gère admirablement le début de crise provoqué par le boycott par l'UNEF et la MNEF des réunions du Centre national des œuvres universitaires, qui discute des réformes possibles de ce règlement. Dès la fin du mois de mars, ces journalistes effectuent une distinction entre les « étudiants » et les « agités » ; ces derniers « préfèrent "l'action directe" qui se solde, à Nanterre, par une note à payer de plusieurs millions ».

Au début du mois de mai, ce sont les éditorialistes politiques qui « reprennent la main » pour décrypter « l'agitation estudiantine ». Marcel Gabilly alerte ses lecteurs sur la « subversion internationale » des partis communistes, de

Moscou et Pékin. Dénonçant lui aussi la manipulation communiste, Gabriel-Robinet en appelle le 9 mai à l'action des pouvoirs publics. Il ne comprend pas que la jeunesse se laisse manipuler par des groupuscules extrémistes et qu'un « *illuminé qui refuse toute nationalité* » puisse mobiliser étudiants et enseignants derrière une idéologie qui rejette les libertés élémentaires. Quelques jours plus tard, il regrette que Georges Pompidou ait été si long à revenir de son déplacement en Asie : c'est cette « *incohérence qui a permis aux spécialistes des retournements spectaculaires, aux dirigeants stalinien français, de faire corps avec les jeunes qu'au départ ils condamnaient sévèrement* ».

Sur le plan politique, il est intéressant de voir que dès ce 13 mai, les événements sont interprétés dans *Le Figaro* comme une remise en cause majeure du gaullisme. André François-Poncet estime que la colère étudiante est justifiée, et que ce sont les réponses du pouvoir et des forces de l'ordre qui ne le sont pas : « *Que ces déboires engagent, du moins, le gaullisme à plus de modestie et d'indulgence envers ses prédécesseurs ! Il a perdu le droit de leur faire la leçon.* » Au même moment Jean Papillon dit son admiration pour Daniel Cohn-Bendit et ajoute : « *Si le "Mouvement du 22 mars" a pu prendre naissance en milieu étudiant, c'est en partie parce que les organisations syndicales étaient en perte de vitesse.* »

Hésitations et retournements

À partir du milieu du mois de mai, l'ensemble de la rédaction est mobilisé pour traiter des « événements ». Serge Bromberger propose plusieurs reportages sur les lieux de l'agitation ; Sacha Simon donne de Moscou sa correspondance (« *Pour le Kremlin, le seul interlocuteur valable reste de Gaulle* », écrit-il le 20 mai) tandis qu'André Brincourt pense observer un double mouvement d'émancipation des journalistes de l'ORTF : vis-à-vis du pouvoir et vis-à-vis des « soviets locaux ». Soutien des étudiants réformistes et scepticisme sur le traitement de la crise par de Gaulle restent de mise après le 24 mai. L'intervention du président de la République déçoit Gabriel-Robinet qui attendait beaucoup plus : « *On aurait souhaité l'entendre, dans cet appel lancé en faveur d'une "mutation de notre société", proclamer sur un ton nouveau sa volonté de voir non seulement les universitari-*

res ou les salariés participer à la marche de leur entreprise, mais encore associer aux responsabilités publiques tous ceux qui en sont dignes, même s'ils n'appartiennent pas au seul groupe de la majorité. » Le 30 mai, il poursuit avec un texte alarmiste estimant que « *la situation se dégrade d'heure en heure* » et que le gouvernement a perdu tout contrôle de la situation depuis quarante-huit heures ; il demande la constitution rapide d'un gouvernement d'union nationale, pour faire pièce au parti communiste qui demande le pouvoir.

Le contraste n'en est que plus violent avec son éditorial du lendemain, intitulé « Le choix » et qui se félicite d'un retour de de Gaulle à l'autorité. Le ton est extrêmement lyrique, la joie à la hauteur des inquiétudes qui ont précédé : « *Le peuple de Paris a démontré, hier soir, avec les faibles moyens matériels dont il disposait, face au puissant appareil et à la menace de subversion communiste, qu'il avait choisi la démocratie.* » Que s'est-il passé entre ces deux éditoriaux ? Le général de Gaulle a repris l'initiative dans un discours radiodiffusé, et, comme l'écrit Serge Bromberger : « *De la Concorde à l'Étoile, plus de 600 000 manifestants. Le refus de l'anarchie.* »

Ce qui se joue ce jour-là au *Figaro* est essentiel. Lorsque la foule arrive au Rond-Point des Champs-Élysées, certains manifestants s'arrêtent sous les fenêtres du journal et apostrophent les journalistes : « *Figaro, faut choisir !* », « *Figaro, avec nous !* », « *Loué par ceux-ci, blâmés par ceux-là...* » Se rejouent alors des scènes qui s'étaient produites quelques semaines plus tôt sous les fenêtres du journal *L'Humanité*. Frank Georgi en conclut que la défiance envers les médias était un trait caractéristique de l'ensemble des acteurs de la crise¹. Dans les locaux du *Figaro*, les appels des manifestants provoquent quelques discussions : si le soutien de la direction du *Figaro littéraire*, situé au premier étage du bâtiment, est tout acquis aux manifestants, les étages supérieurs sont sans doute plus réservés. Gabriel-Robinet prend cependant sa décision (« le choix » sur lequel il titre le lendemain ?) et demande de sortir aux fenêtres les drapeaux tricolores ; le ralliement du quotidien est accueilli dans la rue par des « hurras ». Dans *Le Figaro* du 31 mai 1968, Michel Bassi présente ces événements comme « *un extraordinaire retournement de situation* ». Ils marquent, en tout état de cause, l'admiration retrouvée du journal pour le général de Gaulle et, sans doute, une place nouvelle des

gaullistes au sein de la rédaction. Les textes publiés par Raymond Aron dans les semaines qui suivent en sont des manifestations, tout comme le développement des informations politiques du *Figaro littéraire*.

Mai 68 : un psychodrame ?

Débauché du journal *Combat*, Raymond Aron est devenu peu après la Libération un des éditorialistes vedette du *Figaro*. Si sa signature est essentielle pour le journal dès cette période, il faut attendre la mort subite de Pierre Brisson le 31 décembre 1964 pour voir Raymond Aron jouer un rôle nouveau au sein du journal. Alors que Jean Prouvost veut diriger la rédaction, Aron prend l'initiative d'un texte intitulé « Pétition des collaborateurs de Pierre Brisson » qui reste comme la ligne de conduite des journalistes du *Figaro* vis-à-vis du propriétaire du titre pendant les années de lutte qui les opposent. Il s'agit de rappeler que, à la Libération, l'autorisation de paraître a été accordée à l'équipe qui dirigeait le journal avec Brisson, et que cette équipe seule peut prétendre à la légitimité de conduire le destin du *Figaro*. Dans les années qui suivent, l'autorité de l'éditorialiste sur la rédaction se confirme.

Au début de l'année 1968, le professeur Aron a quitté la Sorbonne pour se consacrer à une direction d'études à l'École pratiques des hautes études. C'est donc à un tournant de sa carrière que le « spectateur engagé » se trouve confronté aux événements de Mai 68.

Il faut tout d'abord souligner que dans les mois qui précèdent la crise, les éditoriaux de Raymond Aron expriment sa satisfaction par rapport à la politique gaullienne, en particulier pour la politique étrangère. Dans un article d'avril 1967 où il envisage l'alternance et l'arrivée de la gauche au pouvoir, il se félicite : « Quant à la diplomatie gaulliste, elle a eu en fait la même fonction que la politique d'indépendance algérienne. Elle a fait accepter par une majorité de droite ce que celle-ci n'aurait pas accepté d'un autre gouvernement. »

Malgré l'agitation universitaire et sa double position d'éditorialiste du *Figaro* et d'universitaire réputé, Aron attend le 15 mai pour publier son premier texte, intitulé « Réflexions d'un universitaire ». Il dit s'être abstenu jusque-là ne sachant quelle position prendre. Pour lui, la prise de la Sorbonne a fait basculer le mouvement en ralliant les ensei-

gnants à la cause de leurs étudiants. Dans cet article, Raymond Aron tente de comparer les révoltes étudiantes des différentes parties du globe (démarche qui lui paraît vaine). Il souligne la maladresse du gouvernement qui agit avec violence et à contretemps. C'est la lecture du sociologue historien qui domine : « Ces étudiants mal à l'aise dans ces "fabriques universitaires", perdus au milieu de la foule solitaire, ressembleraient aux ouvriers des premières fabriques au début du XIX^e siècle. Les ouvriers cassaient les machines, eux brisent symboliquement leurs instruments de travail et de servitude, les tables et les chaises. »

Cette volonté interprétative se retrouve dans les articles suivants, publiés au mois de juin. De retour en France après plusieurs semaines aux États-Unis, Aron dit avoir écrit « un article ironique en juxtaposant des citations de Tocqueville ». Il en reprend une formule décrivant les Français « aussi surpris que les étrangers à la vue de ce qu'ils venaient de faire » après les révolutions du XIX^e siècle. Pour lui, les étudiants ont servi de détonateur, et l'organisation du PCF a permis le maintien et le développement du mouvement. Si le parti communiste a eu la sagesse de ne pas aller trop loin, c'est qu'il vit avec le général de Gaulle dans une situation comparable à la guerre froide, et a besoin de son adversaire pour exister. S'il refuse de s'adresser ni à l'UNEF, ni au PSU, ni au SNESup (dont aucun n'a eu un comportement adulte), Aron n'en tire pas moins, dès ce mois de juin, un bilan contrasté du gaullisme : « Le gaullisme, tel qu'il a régné jusqu'au mois de mai 1968, est mort, victime du naufrage de la vieillesse, victime de sa contradiction interne, trop libéral pour ce qu'il avait d'autoritaire, trop autoritaire pour ce qu'il avait de libéral. » Après les élections, le bilan n'est que plus noir : « Renforcement électoral du gaullisme, rejet provisoire du PC dans le ghetto dont il s'efforçait de sortir et dont l'intérêt de la France commandait de le faire sortir progressivement, rupture virtuelle de l'unité de la gauche modérée apparaissant de moins en moins comme une alternative au gaullisme, affaiblissement durable de l'économie française à la veille de l'entrée dans le Marché commun, perte du crédit regagné par la France au-dehors. » En philosophe de l'Histoire, Raymond Aron ne peut que noter que, contrairement aux révolutions du XIX^e siècle, celle-ci n'a pas débouché sur un changement de régime ; il souligne aussi la reprise par

les « conservateurs » des thèmes « révolutionnaires » (la participation étant vue comme une réponse aux revendications d'autogestion).

Dès l'été 1968, l'ensemble des articles publiés par Raymond Aron est repris dans un ouvrage publié aux éditions Fayard, *La Révolution introuvable*. Les textes parus dans *Le Figaro* sont précédés d'un entretien de Raymond Aron avec Alain Duhamel. L'éditorialiste du *Figaro* y dépeint trois phases des événements : une mauvaise réaction des autorités universitaires au début de l'agitation ; la généralisation des grèves et des occupations d'usines ; et enfin, plusieurs journées de quasi-disparition de l'État légal jusqu'au discours du 30 mai. L'explication générationnelle et sociologique du phénomène est mise en avant : « *Les jeunes bourgeois, élevés par des parents indifférents ou indulgents, libérés de tous les tabous sexuels, patriotiques ou traditionnels, qui obtiennent sans peine et sans mauvaise conscience des biens offerts par la société de consommation, dénoncent la civilisation matérielle dont le plus grand nombre, travailleurs ou petits bourgeois souhaitent à leur tour obtenir les bienfaits.* » Le point commun de ces textes est qu'Aron y explique que Mai 68 n'a pas débouché sur une vraie révolution sur le plan politique ; ses conséquences sont à chercher dans d'autres domaines. Révolte mimée, Mai 68 est pour lui un psychodrame. Il souligne dans ses *Mémoires* que la période a également ressemblé à un drame personnel, tant les réactions furent vives à ses articles : il évoque les nombreux courriers des lecteurs du *Figaro*, mais aussi l'article critique publié dans *L'Observateur* par Jean-Paul Sartre. Il faut dire que les éditoriaux publiés par Aron pendant les événements ont fait de lui un des acteurs de premier plan de la crise. Si le temps adoucit leur dimension polémique, on peut imaginer qu'ils paraissaient dissonants dans le silence assourdissant qui entourait les enragés de mai, non seulement dans Paris mais au sein même de la rédaction du *Figaro*.

Exaltation du gaullisme

Depuis 1946, *Le Figaro littéraire* est un hebdomadaire vendu séparément du *Figaro* quotidien. Après le départ de Maurice Noël, le journaliste de télévision Michel Droit en a pris la direction en 1961. Il y a fait venir le « Bloc-notes » de François Mauriac et, en 1967, transforme l'hebdomadaire

en un magazine (qui préfigure *Le Figaro magazine* lancé en 1978). Son projet est de concurrencer, à droite, les *news magazines* qui ont conquis le marché depuis le milieu des années soixante. Trop jeune pour avoir été résistant, Michel Droit est un fervent gaulliste. Au *Figaro littéraire*, il tente d'imposer ses convictions politiques à une rédaction réticente... jusqu'en Mai 68 peut-être.

Le numéro publié par l'hebdomadaire le 14 juin 1968 est symptomatique de la situation de cette rédaction dans la crise. Il s'agit du premier *Figaro littéraire* publié après quatre semaines d'interruption. Michel Droit y signe en page 3 un éditorial exceptionnellement long dans lequel il propose son bilan des semaines écoulées. Deux idées principales sous-tendent ce texte : la satisfaction du retour à l'ordre et le sarcasme contre les écrivains et intellectuels qui se sont pris au jeu de la révolution. Publié également en ouverture du journal, le « Bloc-notes » de François Mauriac est tout aussi gaulliste. Le chef de l'État a pratiqué un « *miracle de temporisation* », son intervention du 30 mai ayant été « *un chef-d'œuvre à la fois de politique et de mystique* ». Mais Mauriac explique surtout qu'il se sent « *plus éloigné qu'un Martien* » de la révolution faite par la jeunesse. Le texte qu'il donne à l'hebdomadaire est finalement celui qu'il a écrit dans l'enthousiasme de la manifestation gaulliste, toutes ses interprétations des jours précédents lui paraissant totalement désuètes.

C'est Jean Cau, ami de Droit, mais jusque-là peu présent au *Figaro littéraire*, qui écrit ensuite le papier le plus acerbe sur les étudiants. Le ton y est beaucoup plus violent que dans *Le Figaro* quotidien. Cohn-Bendit, « *ni Français, ni Allemand mais juif* », « *qui n'a aucune terre à la semelle de ses souliers et qui mélange ses langues maternelles* », a pour seule qualité d'avoir provoqué la pagaille dans « *la gauche la plus bête du monde* ». Figure tutélaire du journal (dans lequel il a publié son appel aux déportés), David Rousset propose lui aussi son interprétation des événements : les étudiants n'ont mesuré leur pouvoir qu'au fur et à mesure des manifestations et de profondes et rapides réformes sont maintenant nécessaires. C'est pour lui la « *double convergence simultanée de la société néo-capitaliste et de la société stalinienne bureaucratique* » qui est frappante dans la dimension européenne des mouvements étudiants.

Claire Blandin

Le *Figaro* et le gaullisme
en Mai 68

Journal d'actualité, *Le Figaro littéraire* reste toutefois, avant tout, un hebdomadaire présentant l'actualité éditoriale et culturelle. Ce numéro spécial est donc l'occasion d'un retour sur la société de consommation à travers la présentation d'un ouvrage d'Henri Lefebvre intitulé *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, qui place la voiture au centre de la société. Consigné à Paris par les événements, Claude Mauriac renonce à sa chronique habituelle sur le cinéma. Il raconte donc dans « Le film que je n'ai pas tourné » ses émotions de gaulliste face aux manifestations et laisse à Jacques Sternberg le soin de rendre compte de la « *Révolution culturelle au festival de Cannes* ».

La signature de Sylvain Zegel, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire, n'apparaît pas dans ce numéro spécial. Auteur quelques mois après les événements d'un célèbre ouvrage de synthèse, *Les Idées de mai*, celui-ci s'opposait aux convictions gaullistes de Droit. Il n'était pas le seul au sein de la rédaction : les plus jeunes (Sophie Bassouls, Jacques Maillot) se souviennent d'avoir participé aux manifestations (et d'avoir entendu ensuite les remontrances de leur rédacteur en chef). Chez les « cadres intermédiaires » de la rédaction, courriéristes engagés par Maurice Noël à la fin des années 1950 (Jean Chalon, Bernard Pivot), on peut penser que les distances étaient également prises par rapport au gaullisme, dans une ligne proche de celle de la rédaction du quotidien.

Le Mai 68 du *Figaro*

Au *Figaro*, Mai 68 s'est sans doute traduit par une affirmation du gaullisme, que Pierre Brisson avait toujours tenu à distance. Au sein de la rédaction du quotidien, la position de Raymond Aron est renforcée et, pour *Le Figaro littéraire*, Michel Droit peut prétendre à un nouveau rôle. Surtout, ce tableau du gaullisme au *Figaro*, et de ce qu'il traduit des enjeux de pouvoir au sein des rédactions, permet de comprendre en quoi la crise de Mai 68 a été féconde pour le journal du Rond-Point. En mai 1969, le bail de la Société fermière arrive à échéance : les journalistes du *Figaro* se mobilisent une fois de plus pour défendre l'indépendance de la rédaction. La violence du conflit surprend les observateurs : Raymond Aron participe à l'occupation des locaux, Bernard

Pivot (vice-président de la Société des rédacteurs) anime les assemblées générales. Le journal du Rond-Point se met en grève pour plus de trois semaines, et connaît ainsi, avec un an de retard, son « Mai 68 ». S'il n'est pas question de cogestion dans leurs tracts, ce sont bien les répercussions de la crise nationale qui donnent aux rédacteurs l'enthousiasme de défendre leur autonomie. Les dimensions festives de ces semaines d'occupation (revisitées par *Le Figaro* puisque les activités communes sont la messe dite par le père Riquet pour les grévistes, ou la vente des écrivains pour soutenir l'action) ne sont pas, par ailleurs, sans rappeler l'exaltation de Mai 68.

Absents dans les années soixante-dix, les commémorations et anniversaires de Mai 68 se multiplient au *Figaro* dans les années quatre-vingts. En 1983, le journal instrumentalise le quinzième anniversaire pour dénoncer l'action de François Mitterrand : « *Mitterrand, président, a plus de chance que le général de Gaulle : il a face à lui une opposition qui, elle, respecte les dispositions constitutionnelles.* » L'article qui commence ainsi veut montrer que Mitterrand a, le 28 mai 1968, tenté un véritable coup d'État. Mais la commémoration la plus importante est celle de 1988. Les journaux de Robert Hersant proposent à cette occasion un véritable panorama de la mémoire de Mai 68 pour la droite française. Le quotidien, rappelant les événements, parle de « slogans stupides » et de « délire verbal ». *Le Figaro littéraire* donne la parole à Alain Minc et Alain Finkielkraut qui insistent sur les mutations sociales qui ont suivi la crise. Mais c'est *Le Figaro magazine* qui est le plus virulent. Le magazine de la nouvelle droite estime que le grand homme de la période a été le préfet Grimaud (qui a su éviter l'effusion de sang) et estime qu'il faut « *régler son compte à l'idéologie soixante-huitarde* ». Les trois publications fondent ainsi la contre-mémoire de Mai 68, événement destructeur et condamnable, repoussoir assumé d'une partie de la droite française au long des vingt dernières années.

Notes

1. Georgi (Frank), « "Le pouvoir est dans la rue". 30 mai 1968, la "manifestation gaulliste" des Champs-Élysées », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 48, 1995, p. 46-60.